

L'Eglise polonaise : un lieu de communication face au monopole d'Etat

par Allen J. GRIECO et Patrick MICHEL

L'une des revendications formulées par les grévistes de Gdansk dans leurs « 21 points » portait sur la retransmission hebdomadaire d'une messe. Cette revendication devait, selon les déclarations de M. Jerzy Kuberski¹, être satisfaite à partir du 21 septembre 1980. La retransmission par la télévision polonaise, de l'arrivée à Varsovie de la délégation de l'épiscopat ouest-allemand constitue, dans cette perspective de l'accès de l'Eglise aux media, un fait notable. Mais le problème est plus complexe et sa réalité était et est encore mal perçue. En fait, si le problème de la communication sociale soulève un large débat, l'absence de toute référence à l'Est européen laissait à penser qu'il s'agissait là d'une question spécifique à l'Occident. Le monopole d'Etat sur l'appareil de communication de masse, la présence d'une censure à différents niveaux donnent à la communication à l'Est un caractère apparent de système à sens unique, conçu comme bloc homogène d'information. Cette conception communément admise allait jusqu'à être confirmée par les revendications de groupes sociaux autonomes, ainsi les évêques polonais lorsqu'ils protestaient, en juin 1978, contre le fait que l'Eglise « ne peut même pas utiliser en pratique les mass media » car « ils ont tous été conquis par l'Etat et mis au service d'une idéologie² ».

En fait, l'Eglise constitue encore en Pologne, malgré la constitution des syndicats libres, le seul réseau organisé qu'on puisse valablement comparer à l'autorité politique. Dès lors la façon dont s'opère la collecte et la distribution de l'information, la façon dont s'effectue la communication au sein de ce réseau ne peuvent que remettre en cause la conception commune dont on faisait état.

On restitue par ailleurs l'historique des rapports complexes et tumultueux de l'Eglise et de l'Etat en Pologne depuis 1945. Avec des phases de

1. *Le Monde* du 16 septembre 1980.

2. Conférence épiscopale polonaise de juin 1978.

durcissement la tendance restait néanmoins à la recherche d'un compromis, fondé sur la reconnaissance mutuelle de positions de force : compte tenu de la présence et de la proximité de l'Union soviétique et de l'état des relations internationales, l'Eglise ne pouvait remettre en cause la nature socialiste de l'Etat, tout en dénonçant certains aspects de sa politique ; compte tenu de l'audience et du prestige de l'Eglise, l'Etat, tout en prônant l'athéisme, ne pouvait heurter de front l'écrasante majorité de la population. Depuis 1970, avec l'accession de M. Gierek au pouvoir, puis avec l'élection de Jean-Paul II, le compromis s'est fait plus concret. Cependant l'Etat n'a à aucun moment fait suite aux revendications de l'épiscopat polonais concernant l'accès aux media. Même lors du voyage officiel de Jean-Paul II dans le pays, où l'on put assister aux premières messes télévisées jamais diffusées en Pologne, les cameramen avaient reçu pour consigne de ne jamais montrer les foules, afin de ne pas donner d'images concrètes de l'ampleur du phénomène religieux dans le pays. De plus, cette expérience n'eut aucune suite, jusqu'à ce que les ouvriers de Gdansk reposent le problème.

En effet, l'Etat ne pouvait, à supposer qu'il en ait eu le désir, revenir sur certaines constantes du système soviétique, à savoir qu'un Etat incarnant un peuple sans classes ne doit pas livrer les moyens de communication de masse à des groupes de pression « privés » (la religion est constitutionnellement du ressort de l'individu), sauf à reconnaître l'existence de contradictions au sein de la société, c'est-à-dire à ouvrir une brèche dans la conception unanimiste des sociétés socialistes. La retransmission d'une messe par semaine serait-elle donc une concession fondamentale ? Vraisemblablement non, car la réalité de la situation polonaise, telle qu'elle a pu apparaître après l'élection de Jean-Paul II et la crise de l'été 1980, passe par la reconnaissance de l'Eglise comme seul contrepoids réel au pouvoir politique parce qu'en même temps facteur stabilisateur aux vertus reconnues par l'Etat. Pour ce faire, l'Eglise s'appuie sur ses 20.000 prêtres, un réseau de 14.000 églises, ses 60 séminaires, alimentés par les vocations les plus nombreuses d'Europe. Surtout l'Eglise peut se réclamer d'une population massivement pratiquante, encore que la fréquentation des édifices de culte soit variable selon les régions et les strates sociales, en tout cas pas toujours aussi unanime que se plaît à la présenter une certaine presse.

Si l'Eglise n'avait pas accès aux media audiovisuels, elle pouvait toutefois recourir à différents systèmes de communication, qu'il s'agisse de systèmes classiques (presse et édition), de systèmes traditionnels (sermons, lettres épiscopales) ou bien encore en se fondant sur la participation à des activités de groupe encadrées par des clercs (pèlerinages, groupes de vacances, etc.).

L'Eglise ne possède en propre aucun organe de presse, mais les thèses de l'épiscopat trouvent un relais dans les publications de certains groupes socio-chrétiens, et notamment le groupe *Znak* de Cracovie, plus couramment nommé « groupe du *Tygodnik Powszechny* ». Il n'est pas inutile

de rappeler que cet « hebdomadaire universel » a été fondé en 1945 à l'initiative de la curie métropolitaine. Ce journal, très proche de l'Épiscopat, constitue le centre d'un vaste réseau organisé autour de l'Institut d'édition sociale *Znak* qui, outre des revues, édite des ouvrages sur commande des membres des clubs de l'intelligentsia catholique, fondés en 1956 dans cinq villes de Pologne et jouissant d'une représentation parlementaire, dont on connaît les aléas³.

En tout état de cause, le prestige de *Tygodnik* éclipse toutes les autres publications d'organisations socio-chrétiennes en Pologne. Plus ou moins « journal officiel » de l'épiscopat, sans jamais toutefois se confondre entièrement avec lui, *Tygodnik* connaît une diffusion réelle (en lecteurs) beaucoup plus importante que les journaux de Pax (créée après la guerre, avec le soutien du gouvernement, dans le souci de contrôler les catholiques dans le pays), ou des autres organisations (Association socio-chrétienne, etc.). C'est sans doute pour cette raison que le gouvernement refuse périodiquement d'accroître le quota de papier utilisable par *Tygodnik*, et encore récemment à l'occasion du voyage du pape. Le *Tygodnik* tire à l'heure actuelle à 40.000 exemplaires mais son audience réelle dépasse largement ce chiffre. Soulignons que ce journal ouvre ses colonnes à des membres de l'opposition laïque (membres du K.O.R.-K.S.S.⁴ par exemple), constituant ainsi - exception remarquable, tant en Pologne que dans l'Est européen, - toutes proportions gardées, une sorte de samizdat officiel.

Communication plus directe encore est la lecture en chaire, à la messe dominicale, simultanément dans toutes les églises du pays, des lettres pastorales, et notamment des lettres du primat de Pologne, le cardinal Wyszyński. Dans le même ordre d'idées, les sermons des prêtres constituent un relais des positions officielles de l'Eglise.

On s'étonnera peut-être que le clergé polonais soit ici présenté comme corps homogène. Il va de soi que certains prêtres peuvent nourrir des convictions divergentes de celles de l'épiscopat. Mais la situation de l'Eglise dans le pays, conçue encore aujourd'hui comme celle d'une « citadelle assiégée », oblige chaque prêtre à aligner son discours officiel sur celui de la hiérarchie.

Le problème est bien évidemment ici, concernant ce type de communication, problème de mesure. Encore que l'on ne dispose que d'informations relativement fragmentaires sur la participation à la messe domini-

3. Cf. ci-dessus, p. 311.

4. Le *Komitet Obrony Robotnikow* (Comité de Défense des Ouvriers) a été créé, à l'initiative de plusieurs intellectuels, pour prendre la défense des personnes poursuivies par les autorités à l'issue des révoltes ayant éclaté dans plusieurs villes de Pologne (notamment Ursus et Radom) en 1976, en protestation à la hausse des prix alimentaires décrétée unilatéralement par le gouvernement. Depuis, ce comité a élargi son action en devenant « Comité d'Autodéfense sociale » (K.S.S.).

cale, le taux de fréquentation apparaît singulièrement élevé pour l'ensemble européen : oscillant entre 60 et 85 % au sein de la population rurale, aux alentours de 40 % au sein de la population urbaine, avec des pointes de 95 % pour certains offices (messes de Noël et de Pâques) ⁵. On n'apporte là que des données concernant la capacité informationnelle de l'Eglise : le caractère opératoire du processus de communication reste dans l'ombre, faute de critères objectifs qui lui soient applicables. On peut néanmoins remarquer le glissement des thèmes abordés dans les sermons et les lettres épiscopales depuis quelque dix ans vers les questions sociales et économiques, au sens large, plus directement axées sur les préoccupations quotidiennes de la population ⁶. On peut également souligner la place et le prestige spécifiques du prêtre dans la société polonaise, au niveau des communautés de base (villages ou quartiers).

Plus particulier encore, au plan de la communication sociale, apparaît le recours aux pèlerinages et aux groupes de vacances. De fait, les immenses rassemblements de Czestochowa (le plus important sanctuaire marial du pays) constituent pour la hiérarchie une tribune qui porte bien au-delà de l'enceinte. Le cardinal Wyszynski ne s'y est pas trompé, qui a fait de son sermon du 15 août un véritable « discours sur l'état de la nation ». De même, le pape, lors d'une allocution prononcée le 6 juin 1979, a profité de son séjour à Czestochowa en s'adressant aux mineurs de Silésie, où il n'avait pas reçu l'autorisation de se rendre, pour remercier Dieu que « dans cette terre l'énorme développement de l'industrie - développement du travail humain - soit allé de pair avec la construction des églises, avec l'érection des paroisses, avec l'approfondissement et le renforcement de la foi ». La présence ce jour-là de plusieurs milliers d'ouvriers de Silésie était sans doute la plus forte démonstration de l'impact de tels pèlerinages. Celle-ci est d'autant plus forte que, en Pologne, le pèlerinage reste d'abord voyage, accompli à pied, souvent sur plusieurs centaines de kilomètres (pèlerinage des jeunes de Varsovie), donc moyen d'être ensemble, lieu de plus libre parole, de plus large échange, occasion d'affirmer une solidarité et, pour l'encadrement catholique, moyen de transmettre un message.

La jeunesse représente pour la hiérarchie catholique comme pour l'Etat l'enjeu d'une lutte très serrée : aux efforts gouvernementaux visant

5. Voir Anna PAWELCZYNSKA, *Dynamika przemian kulturalnych na wsi. Metoda badan glownych tendencji* (Dynamique des transformations culturelles à la campagne. Méthode de recherche des tendances principales), P.W.N., Varsovie, 1966 ; voir également Patrick MICHEL, « Le catholicisme polonais, approches sociologiques » dans *Archives de Sciences Sociales des Religions*, n° 49, Paris, C.N.R.S., 1980.

6. Voir par exemple la lettre pastorale de Carême du cardinal Wyszynski, « La responsabilité du chrétien dans l'Eglise, dans la vie sociale et économique », dans *La Documentation Catholique*, n° 1739, du 2 avril 1978, Paris, et la lettre pastorale de l'épiscopat polonais, lue dans toutes les églises de Pologne le dimanche 21 mai 1978, « Les devoirs des catholiques polonais envers leur culture nationale et religieuse » dans *La Documentation Catholique*, n° 1742 du 21 mai 1978, Paris.

à éloigner les jeunes de l'influence de l'Eglise (loisirs, vacances), la hiérarchie catholique réplique par des tentatives pour adapter la religiosité aux nouvelles conditions du pays, en essayant d'inventer un nouveau type de vécu de la foi, construit en milieu populaire. Ainsi a été créé le mouvement « Oasis », réunissant près de 30.000 jeunes⁷ durant les vacances, dans des camps disséminés sur l'ensemble du territoire, et proposant une vie communautaire, de partage, de réflexion et de prière pour une durée moyenne de deux semaines, avec continuation après le retour du groupe à son lieu de résidence habituel.

On le voit, ce bilan des capacités de communication, avant même les changements à attendre des nouvelles dispositions adoptées à ce sujet, ne débouche pas sur l'image d'une institution muette. Si chacun des trois systèmes de communication dont on a esquissé la typologie présente des lourdeurs et des insuffisances, l'ensemble constitue néanmoins un exemple remarquable de l'adaptation d'un modèle ancien de communication face à la mainmise gouvernementale sur les media audiovisuels. Cette adaptation nous paraît résulter de la spécificité du rapport Eglise/Etat dans le pays, de l'articulation historique entre polonité et catholicisme, conditions de l'unicité polonaise à l'Est.

7. Donnée fournie par le bureau de l'épiscopat polonais.